

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CHARLES PENGLAOU

## **Étude statistique des chambres de compensation bancaire en France et à l'étranger**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 91 (1950), p. 164-176

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1950\\_\\_91\\_\\_164\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1950__91__164_0)

© Société de statistique de Paris, 1950, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

### III

## ÉTUDE STATISTIQUE DES CHAMBRES DE COMPENSATION BANCAIRE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

---

#### *Résumé.*

L'auteur n'a pas eu ici en vue l'étude monographique de telle ou telle Chambre de Compensation. Il a surtout insisté sur les difficultés statistiques que rencontrait pareille étude et à titre d'exemplification il a choisi, parmi beaucoup d'autres, les Chambres de Paris, de Suisse et de Londres. Son souci a été de montrer, en cette occasion, qu'il était impossible de se servir des recensements fournis par ces Institutions sans leur avoir fait subir certains ajustements, ce qui suppose une connaissance technique approfondie des mécanismes étudiés. Ce faisant, l'auteur a entendu illustrer ses communications antérieures à la Société de Statistique de Paris, qui ont traité de la méthode statistique.

Le flux des mouvements des Chambres de Compensation a été influencé tant par le nombre variable de participants que par les circonstances écono-

miques des différentes époques considérées. Grâce à l'indice des prix de gros, il a été possible de déterminer quelle a été la variation depuis 1937 ou 1938, pris comme système de référence. Il n'a pas été sans intérêt de surcroît d'instituer un parallèle entre ce flux et la monnaie scripturale dans les banques participant aux Chambres de Compensation. Là aussi sont apparues de nombreuses difficultés dans le choix des catégories de dépôts de la clientèle. L'auteur a cru devoir écarter, notamment pour la Suisse, les comptes dits d'épargne.

En terminant l'auteur souhaite que se constituent des équipes de chercheurs spécialisés dans de nombreux pays pour tenter de déterminer par l'étude de ces Institutions, le mouvement des affaires et, partant, d'élaborer une nouvelle technique de la conjoncture.

## SUMMARY

The author has not in mind here the study of such or such a clearing house.

He has above all insisted on the statistical difficulties which are met in such study and by way of example he has chosen amongst many others the clearing houses of Paris, Switzerland and London.

His care has been, in these circumstances, to show that it was impossible to use the censuses given by these institutions, without adjusting them in some way, which supposes a profound technical knowledge of the studied mechanisms. In doing so the author intended to illustrate his previous communications, to the „Société de Statistique de Paris”, which have treated of the statistical method.

The flow of the movements of clearing houses has been influenced by the changing number of members as well as by the economical circumstances of the different considered epochs. Thanks to the wholesale prices index, it has been possible to determine how it has varied since 1937 or 1938, taken as a reference system. Besides it has not been without interest to make parallel this flow and the „written money” with the bank, members of the clearing houses.

Here too, a great many obstacles have appeared when choosing the classes of the customers' deposits.

The author thought it best to do without the so called savings accounts.

In fine, the author wishes that teams of specialised seekers should be created in a great number of countries in order to try to determine, by the study of these institutions, the business turn-over and therefore, to constitute a new technique of conjuncture.

\* \* \*

L'objet de la présente communication (1) est de souligner, à nouveau, s'il en était besoin (et il en est souvent besoin si l'on se réfère aux étonnantes inductions de beaucoup d'apprentis-sorciers statisticiens qui abondent dans certains milieux), de quelles précautions méthodologiques il faut user quant à l'interprétation des chiffres relevés à l'occasion de certains recensements. Dans son

---

(1) Communication à la séance du 19 octobre 1949, dont l'auteur ne donne ici qu'un résumé.

discours présidentiel, M. R. Roy a rappelé opportunément que la connaissance technique est à la base de tout travail statistique, c'est-à-dire cette pénétration par l'intérieur de cette réalité que recouvrent les nombres.

Cette réalité paraît trop souvent au sens commun d'une simplicité irrécusable. En fait, le recensement auquel se sont livrés les agents d'un quelconque relevé statistique comporte un choix, une hypothèse de base avec un rangement de catégories qu'il convient de parfaitement connaître, à défaut de quoi on s'abuse et de surcroît on abuse le lecteur. Les traités spéciaux n'insistent pas assez sur ces précautions méthodologiques et, pour prononcer un mot quelque peu déplaisant, sur cette propédeutique, qui font appel à des notions abstraites, théoriques, dit-on, indispensables si l'on veut se tenir sur un plan objectif.

Occasion a été prise d'un rapport professionnel sur la Chambre de Compensation des banquiers de Paris de montrer les traquenards que peut présenter l'étude d'une réalité technique aussi apparemment simple que la compensation par les banques de certaines de leurs opérations. Dans un article paru dans la Revue *Banque*, en octobre 1949, il a été montré à quelles conclusions erronées pouvait aboutir une étude qui tablerait sans plus sur les tableaux statistiques publiés par la Chambre. Et cependant, ces tableaux reflètent rigoureusement l'activité de la Chambre; mais sous ces chiffres existe une réalité en constante évolution pour les raisons qu'il convient de rapporter en bref.

La première partie comportera donc l'analyse des éléments qui entrent en composition dans la Chambre de Paris; une seconde aura trait aux Chambres de Compensation du Royaume-Uni et de la Suisse.

## PREMIÈRE PARTIE

Fondée en 1872, la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris s'est proposée de supprimer les multiples opérations résultant de la présentation, aux Caisses payantes, des instruments de paiements habituels, lettres de change, chèques, avals, pour ne citer que les principaux. Effort de rationalisation avant la lettre puisque, ce faisant, on évitait l'utilisation d'une main-d'œuvre et les dépenses afférentes. Les banquiers se réunissaient en un local et échangeaient leur papier, quitte à y revenir pour en opérer le règlement. Certes, des problèmes d'ordre juridique devaient être résolus, qui le furent dès l'époque sans trop de difficultés. Par la suite et grâce à une amélioration de la technique (1917), les opérations de la Chambre devaient prendre une grande extension par l'augmentation du nombre des participants (quelques banques à l'origine, 34 en 1918 et 51 présentement sans compter l'adjonction de sous-participants en 1948, dont il sera question ci-après, dont le résultat est pratiquement de concentrer dans la Chambre la presque totalité des règlements interbancaires) (1).

Le rapport publié périodiquement par la présidence de la Chambre indique le montant des effets présentés chaque année depuis l'origine. C'est sur cette base statistique que portent les présentes investigations. Celles-ci peuvent être

---

(1) On trouvera dans notre étude, parue dans la Revue *Banque* en octobre 1949, un court historique de la Chambre, ainsi qu'une bibliographie qui vient compléter celle de M. le Professeur J. HAMEL dans son remarquable ouvrage *Banques et opérations de Banque*, t. II, Paris, Rousseau, 1943, pp. 8. sqq.

intéressantes à plusieurs titres. On commence à se pénétrer de cette vérité, pourtant élémentaire, que la monnaie dans un pays donné n'est pas exclusivement constituée par la circulation fiduciaire. L'opinion publique, suivie par de nombreux chroniqueurs, est surtout attentive à la masse des billets émis par la banque d'émission qui en publie chaque semaine le montant. Rentre en ligne de compte, et pour des raisons impérieuses, qu'il n'est pas dans notre propos de consigner ici, la monnaie scripturale qui n'est, au fond, que cette masse de disponibilités des déposants dans ces institutions qu'on nomme vulgairement les banques et dans des organismes plus ou moins similaires comme les chèques postaux.

Beaucoup d'apprentis sorciers négligent cet aspect essentiel de la monnaie totale et tant vaut, par conséquent, leurs savantes déductions. Fort heureusement, nos meilleurs économistes n'ont pas ignoré cette donnée du problème et non seulement ils ont eu recours, du point de vue statique, aux situations établies périodiquement par les banques, mais ils se sont également penchés, du point de vue dynamique, sur les statistiques de la Chambre de Compensation, notamment pour tenter d'établir le coefficient de rotation de la monnaie scripturale. Tel notre éminent collègue, M. Jacques Rueff dans sa *Théorie des phénomènes monétaires* (1).

Ceci posé, il convient de se reporter aux tableaux statistiques publiés par la Chambre pour tenter d'apprécier la réalité sous-jacente et de juger ainsi des conditions dans lesquelles doivent être instituées toutes comparaisons entre les chiffres recensés.

Ce qui retient tout d'abord l'attention, c'est le nombre des participants aux opérations de la Chambre. Il a fluctué considérablement depuis l'origine, comme on l'a vu. Certains établissements ont été agréés, d'autres, au contraire, se sont retirés. De surcroît, à partir de juin 1948 et sur la suggestion de l'Association professionnelle des Banques, une technique de sous-participation a été aménagée, en vertu de quoi 125 établissements ont participé par l'entremise des membres titulaires de la Chambre de Compensation.

En outre, la participation de la Banque de France n'a été complète qu'à partir de décembre 1940 (elle consentit à cette époque à ce que lui soient présentés par la Chambre les traites et effets qui, antérieurement, étaient apportés à ses guichets).

Sans doute, les chiffres recensés par la Chambre sont-ils strictement comptables : ils résultent, en effet, des opérations effectivement réalisées et réglées par la voie de la compensation. Mais les opérations traitées par la Chambre, en 1872, sont-elles totalement assimilables à celles qui sont actuellement présentées? Si l'on vise, en effet, à établir une corrélation entre le mouvement de la Chambre et celui des compensations, c'est-à-dire de la monnaie scripturale, il importe de déterminer si les opérations enregistrées par la Chambre inté-

---

(1) Paris, Payot, 1927. La seconde partie du travail a été insérée dans le tome II de l'*Ordre social*, Paris, Sirey 1945. Ces recherches ont attiré l'attention de quelques économistes d'Outre-Atlantique. Cf. notamment. W. Randolph BURGESS, *Velocity of Bank Deposits* in *Journal of the American Statistical Association*, juin 1923; Carl SNYDER, *Deposits Activity as a Measure of Business Activity*, in « *Review of Economic Statistics* », octobre 1924; George GARVY, *Debits and Clearings statistics, Their Background and Interpretation*, Washington, Board of Governors of the Federal Reserve System, 1947, spécialement p. 2 et suiv.; Cf. aussi le *Federal Reserve Bulletin* de mai 1923.

ressent bien ces comptes. Or, il appert que des opérations de trésorerie, prêts de banque à banque notamment, n'ont rien à voir avec la monnaie scripturale *stricto sensu*.

Il vient vite à l'esprit que certaines transpositions des chiffres recensés s'imposent de manière à rendre comparables les éléments statistiques considérés.

On a procédé à ce travail, dans l'article précité de la Revue *Banque*, dans le but de pouvoir rapprocher du montant des dépôts de la clientèle et de l'indice des prix de gros, le mouvement trimestriel rectifié de la Chambre de 1938 à 1949. On trouvera en annexe n° 1 les mouvements rectifiés (1).

Ce tableau appelle encore quelques observations de méthode.

Les chiffres donnés par la Chambre ont été divisés par 2 puisqu'ils comprennent aussi bien les remises présentées que les remises reçues.

Toutefois pareil traitement n'a pas été appliqué aux chiffres de la Banque de France jusqu'en 1940 pour la raison ci-dessus indiquée.

Bien que reproduits, les chiffres de la colonne 1 pour 1940 n'ont qu'une valeur toute relative sans qu'il soit besoin d'en indiquer la raison.

Somme toute, la colonne 2 indique les chiffres en Chambre des seuls établissements qui, de 1939 à 1949, ont participé sans interruption à la compensation.

Encore a-t-il fallu tenir compte de l'apport des sous-participants depuis juin 1940. Les éliminations de la colonne 3 ne sont pas rigoureusement exactes pour le motif que certains de ces établissements remettaient auparavant un certain quantum de leur papier aux membres de la Chambre. Il convient de dire qu'il n'a pas été possible de le déterminer même à titre d'approximation.

Quant aux dépôts de la clientèle (col. 5), les données en ont été fournies par la Commission de Contrôle des Banques qui publie trimestriellement un bilan synthétique des établissements sur lesquels elle a un droit de regard. Les dépôts de la Banque de France ne sont donc pas compris dans la colonne 5, pas plus que dans la colonne 2. De ce point de vue les deux colonnes sont donc comparables. En fait, la consistance de l'ensemble des établissements afférents à la colonne 5 ne paraît pas avoir subi de modification appréciable. A noter que la Commission de Contrôle a exclu de son bilan trimestriel à dater du 31 décembre 1947 les éléments extra-métropolitains des banques considérées, ce qui ne laisse pas de provoquer des difficultés pour la comparaison avec les situations antérieures. Fort heureusement, le Conseil national du Crédit rétablit, chaque année, les chiffres permettant la comparaison.

Il n'y a pas lieu de s'attarder outre mesure sur les autres ajustements auxquels il a fallu se livrer; ils sont de minime importance relativement à ceux qui viennent d'être signalés. Les premiers sont par contre capitaux. Et c'est à quoi tend notre exposé : c'est de montrer que, sans la connaissance complète des données sous-jacentes qui ne se révèlent qu'aux initiés, il est impossible de rendre compte objectivement de certains phénomènes et surtout des corrélations entre ces divers phénomènes exprimés dans des recensements fort corrects en soi mais sans égard à la consistance des données.

---

(1) Ces annexes sont ici reproduites avec l'autorisation de la Direction de cette Revue que nous remercions tout particulièrement.

Pour montrer à quels points les résultats peuvent être divergents, nous reproduisons en annexe (nos 2 et 3) des graphiques, le premier (n° 2), correct, suivant les redressements opérés dans le tableau annexe n° 1 et le second qui, toutes autres choses étant égales, reproduit la courbe C (mouvement de la Chambre) d'après la colonne n° 1 de l'annexe n° 1.

## DEUXIÈME PARTIE

Les difficultés signalées au cours de la première partie de ce travail se présenteront *mutatis mutandis* à l'occasion des recherches sur les Clearings étrangers. A titre d'exemple, deux cas ont été retenus : celui de la Suisse et celui du Royaume-Uni.

### A. — *Les Chambres de Compensation en Suisse.*

Les documents statistiques qu'il convient d'utiliser sont, d'une part, la publication du Bureau de Statistique de la Banque Nationale Suisse sous l'intitulé : *Les Chambres de Compensation en Suisse 1907-1916* (Zurich, 1917), d'autre part le Bulletin mensuel de la même banque (tableau n° 30) (1).

Pour instituer les mêmes parallèles que précédemment, le choix est ici beaucoup plus délicat pour ce qui concerne les *dépôts bancaires*. En effet, les banques suisses jouent en matière d'épargne un rôle important, alors que les banques françaises ne reçoivent guère que les dépôts d'une épargne en attente de placement. Or, les mouvements de la Chambre de Compensation affectent surtout les dépôts à vue de la clientèle. On fausserait donc singulièrement les rapprochements entre dépôts bancaires et mouvement de la Chambre si l'on incluait dans ces dépôts ceux qui se réfèrent à cette épargne véritable.

Pour souligner l'importance dans le système bancaire suisse de cette épargne, on reproduira ci-dessous les montants des dépôts en millions de francs suisses pour l'ensemble des banques au 30 juin 1949.

1. Comptes à vue. . . . .	4.630	} soit 32 % environ.
2. Dépôts à terme. . . . .	1.212	
3. Livrets de dépôt. . . . .	806	} 9.916, soit 68 % environ.
4. Dépôts d'épargne. . . . .	4.518	
5. Obligations et bons de caisse. . . . .	3.380	

Au surplus, la situation de ces dépôts a varié comme suit de 1939 (= 100) à 1948 :

Comptes à vue. . . . .	200
Dépôts à terme. . . . .	201
Livrets de dépôts. . . . .	129
Dépôts d'épargne. . . . .	132
Obligations et bons de caisse. . . . .	98

(1) Je tiens à exprimer ma très vive reconnaissance à M. C.-L. Viret, directeur des Études économiques à la Société de Banque Suisse, qui m'a fourni de précieux renseignements et a répondu, inlassablement, aux multiples questions que je lui ai posées. C'est grâce à lui que cette étude a pu être entreprise. Je dois beaucoup de remerciements à M. le Dr Ernst Ackermann, directeur de la Banque Nationale Suisse, qui m'a consacré un temps précieux. Je réunis volontiers ces deux noms dans mon hommage, puisque nous devons, à ces éminentes personnalités, un livre auquel il faut toujours se reporter lorsqu'on traite du système bancaire suisse jusqu'en 1939. (*Les Banques suisses*, collection de l'Institut scientifique de Recherches économiques et sociales, Paris, Sirey, 1940.)

En vue de la présente recherche, seuls les comptes à vue seront retenus. Ce faisant, on se conformera à peu de choses près au système de l'International Monetary Fund qui ne considère comme « Total Money Supply » (en fait monnaie scripturale) que, pour ce qui concerne les banques privées, les seuls dépôts à vue et comptes de chèques (1).

Reste à établir la courbe pour la totalité des Chambres de Compensation suisses. Les sources fournissent les chiffres mensuellement. Ce n'est pas sans quelque étonnement que l'on constate que le mouvement 1940-1947 est bien moindre qu'avant la guerre. L'enquête révèle que, si le nombre des participants a quelque peu régressé, les établissements qui faisaient partie de l'une des huit Chambres en 1939 (notre période de référence) ont été absorbés par des banques participant actuellement à la compensation. Il ne s'est donc rien passé pour ce qui concerne les organismes bancaires. L'hypothèse de l'incidence du marché noir doit être écartée. Mais on peut raisonnablement supposer que la diminution du chiffre constatée provient d'une moins grande intensité des opérations en changes étrangers. En effet, on voit la courbe se relever dès 1945 (Cf. annexe n° 4) pour atteindre l'indice 110 dès la fin de 1947. On peut également estimer que de plus en plus les règlements s'effectuent par la voie des Chèques postaux et par le moyen des virements de la Banque Nationale Suisse.

Quoiqu'il en soit, le graphique en annexe montre que les dépôts bancaires ont atteint leur niveau de 1939 si l'on se réfère à l'indice des prix de gros, alors que le mouvement des Chambres de Compensation a, sur la même référence, diminué de moitié.

#### B. — *La Chambre de Compensation de la Cité de Londres.*

Ce n'est pas sans pertinence que le professeur T. Balogh écrit qu'« en Grande-Bretagne, les statistiques financières, sur lesquelles une analyse doit nécessairement se fonder, ne sont pas très satisfaisantes ». Et il ajoute : « Malgré les efforts répétés d'hommes remarquables, comme Lord Goschen et Pelgrave, elles sont toujours à la fois très incomplètes et, dans certains cas importants, décevantes sinon trompeuses » (2).

Fort heureusement est mise à notre disposition une intéressante documentation de la Chambre de Compensation de Londres qui publie, annuellement, un rapport détaillé. Encore convient-il de remarquer que la Chambre n'avait pas cru devoir faire révéler jusqu'en 1947 que les données établies par elles, pour la période de guerre, n'étaient aucunement comparables à celles antérieures à 1939 et postérieures à 1946. L'attention a été portée depuis sur ces anomalies par une note accompagnant les tableaux statistiques. Plus scrupuleux que jamais, le secrétariat de la Chambre a renoncé pour son compte rendu de 1949 à reproduire les nombreux tableaux comprenant les recensements antérieurs à 1946, encore que la raison invoquée, avec une pudeur bien britannique, soit que

---

(1) Cf. les fascicules mensuels « International Financial Statistics », édités par l'I. M. F. (notamment pour la Suisse, novembre 1949, col. 50-54, p. 116).

(2) *Les Banques anglaises et leur organisation*, Paris, Sirey, 1949, p. 39. C'est ce qui explique au surplus que le savant auteur ait dû se contenter d'informations de seconde main, notamment lorsqu'il traite de la Chambre de Compensation de Londres. Cf. son argumentation statistique, p. 125 et suiv. qui prend ses points de départ dans des travaux de divers auteurs et dont les données ne peuvent être retenues sans plus ample informé.



les autres publications statistiques reflètent beaucoup mieux que celles de la Chambre la physionomie de l'évolution des affaires.

Tenant compte de ces remarques, on a tenté dans le graphique annexe n° 5 sur la base 1937 = 100, de tracer, à partir du troisième trimestre 1946, des courbes analogues à celles des graphiques des Chambres de compensation parisiennes et suisses. Il a paru, en effet, absolument anti-scientifique d'exposer les courbes représentatives des mouvements 1939-1945.

Il ne paraîtra pas superflu de formuler quelques observations.

La situation de la monnaie scripturale s'est améliorée depuis 1938, à tout le moins pour les Clearing Banks. Si l'indice des prix de gros avoisine 210 vers le milieu de 1949, celui des dépôts se situe aux environs de 260. Par contre, le mouvement de la Chambre est en fort retardement sur le montant des dépôts; de 1946 au début de 1948, il s'aligne sur l'indice des prix de gros; puis c'est la brutale distorsion du deuxième semestre de 1948; les deux courbes, après s'être rapprochées au commencement de 1949 s'éloignent à nouveau : témoignage de cette crise britannique qui a fait l'objet d'innombrables commentaires.

### *Conclusions.*

Les recensements publiés par les Chambres de Compensation sont-ils encore utilisables pour la période contemporaine? En bref peut-on formuler des conclusions économiques en prenant comme point de départ de telles statistiques?

La réponse n'est pas entièrement négative.

On ne s'est pas fait faute au cours de cette modeste étude de mettre l'accent sur les modifications internes et externes dont les Chambres de Compensation ont été l'objet. Les chiffres publiés doivent subir un ajustement sous peine de fausser complètement les raisonnements dont ils sont le point de départ. Nous ne sommes plus à l'heureuse époque où M. Jacques Rueff pouvait faire entrer en ligne de compte et sans modification les chiffres publiés. Les réalités que couvrent les symboles mathématiques sont hétérogènes et en incessant devenir. Il convient donc de forcer les sanctuaires des Chambres pour déceler les éléments qui entrent en composition. Les enquêtes auxquelles on a dû se livrer pour le présent travail, dont les conclusions au demeurant sont de portée restreinte, ont été laborieuses alors que la bonne grâce de nos correspondants et amis a été mise à rude épreuve par des questions harcelantes. Il nous a suffi de quelques exemples pour montrer les difficultés rencontrées et nous avons dû choisir parmi les quelque trente Chambres de Compensation inventoriées les cas qui pouvaient paraître les plus facilement abordables.

Permettra-t-on en terminant de formuler un vœu?

L'étude des Chambres de Compensation - - et on regrettera de n'avoir pu, faute de loisirs, tirer des conclusions plus amples de notre exposé — est primordiale pour l'analyse de la dynamique monétaire. Encore convient-il de n'aborder cette étude qu'en technicien et, si l'on osait le dire, par la méthode bergsonienne, c'est-à-dire par l'intérieur du phénomène constaté, à savoir la Chambre de Compensation.

Notre méditation de plusieurs années sur les principales Chambres de Com-

pensation *in the world* montre qu'un seul auteur ne saurait en venir à bout, eût-il un savoir encyclopédique. C'est à une équipe de chercheurs désintéressés qu'il faudrait s'adresser, appartenant à différents pays. Ces pionniers, à la fois statisticiens, économistes et banquiers se trouveront-ils?

## DISCUSSION

M. le Président demande à M. PENGLAOU :

1<sup>o</sup> S'il a pu apprécier quelle était la valeur du rapport existant entre la masse des paiements, d'une part par monnaie proprement dite et, d'autre part, par monnaie scripturale;

2<sup>o</sup> Si la nationalisation des banques a permis d'apporter des améliorations à l'élaboration et à l'étude des statistiques bancaires.

Le conférencier répond à la première question en disant que son ambition a été extrêmement limitée. Il a estimé, en effet, que pour la période contemporaine, les recherches de M. J. Rueff, déjà anciennes, ne pouvaient être poursuivies qu'à la condition de déblayer le terrain. Des perturbations, nombreuses et importantes, se sont produites au cours des derniers lustres qui ont singulièrement altéré le flux des Chambres de Compensation. Les comparaisons qui pourraient être instituées sur la simple considération des recensements publiés par ces Institutions entraîneraient à des conclusions irrémédiablement fausses. Aussi son travail s'est-il borné à relever un certain nombre de particularités; ce faisant, l'auteur a pu proposer des parallèles significatifs entre une partie de la monnaie scripturale, l'indice des prix de gros et les flux ajustés des Chambres de Compensation. Mais ici encore, la présente communication ne constitue qu'un essai de démarrage et M. Penglaou souhaite qu'une équipe de chercheurs désintéressés se penche sur le problème et tente de fournir une solution pour un grand nombre de pays.

Sur le second point, il ne semble pas que l'amélioration indéniable des statistiques bancaires soit due à la nationalisation des banques, mais à des institutions créées ces dernières années comme le Conseil national du Crédit, la Commission de Contrôle des Banques. L'Inventaire ordonné par M. Robert Schuman a été le point de départ d'intéressantes investigations et les comptes rendus périodiques, publiés actuellement, constituent pour le chercheur un ensemble particulièrement précieux de documents statistiques. Cependant, faut-il encore ici « ouvrir la bouche aux chiffres » suivant la forte parole de Rümelin.

M. PENGLAOU, constate M. le baron Mourre, a montré que le montant des compensations suivait assez bien les variations des indices des prix. Il y a lieu de penser qu'un terme correctif doit être introduit dans cette comparaison : le montant des compensations dépend non seulement du niveau des prix, mais aussi du volume des affaires.

L'auteur de la communication n'a entendu établir que des rapports empiriques entre les courbes des graphiques présentés. Le flux des Chambres est non seulement influencé par les prix, mais encore par le volume des affaires, et aussi et surtout par les décisions prises par les banques participantes. Durant l'occupation, au surplus, un grand nombre de transactions se sont réglées

par des remises de monnaie fiduciaire. Pour autant ces mouvements échappaient aux Chambres de Compensation. En outre, certaines opérations financières, notamment les prêts en call money, n'ont pas été traitées par le truchement des Clearings. De surcroît, le nombre de banques participant à la Chambre a été variable d'année en année. C'est sur ces particularités cruciales que l'auteur a insisté et son travail est moins une étude économique qu'une réflexion sur la méthode statistique à mettre au point à l'endroit de ces délicates questions.

A M. CHAUVEAU qui demande quelle est l'importance relative des paiements par chèques postaux et s'il en a été tenu compte dans cette étude, M. Penglaou répond qu'il n'a pas entendu traiter de *toute* la monnaie scripturale mais simplement de celle qui est en quelque sorte détenue par les banques participant aux clearings. Il ajoute que le montant des règlements par chèques postaux s'accroît d'année en année, les services de cette institution étant mis à la disposition du public dans des conditions avantageuses. Les chèques postaux bénéficient d'un réseau important de bureaux de poste et de l'innombrable légion des facteurs ruraux. On ne sait rien du prix de revient des opérations et si les charges constituées par ces opérations ne retombent pas en fin de compte sur le contribuable. Quoi qu'il en soit, le développement des chèques postaux est remarquable dans de nombreux pays et il n'est pas douteux qu'il est indispensable de tenir compte des avoirs constitués et des mouvements dont ils sont l'objet dans une étude portant sur la monnaie scripturale d'un pays déterminé.

En terminant, M. Penglaou remercie les intervenants qui lui ont permis de préciser sa pensée et surtout la portée, au demeurant modeste, du travail qu'il a exposé à la Société.

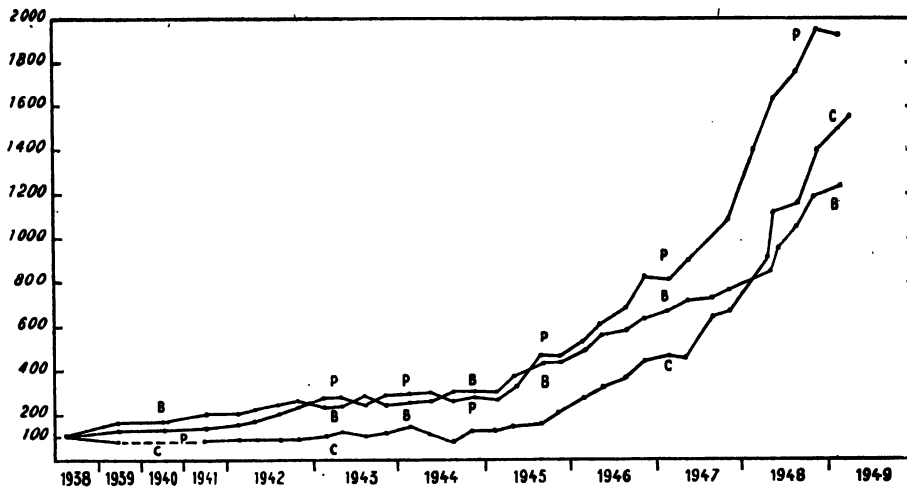
**FRANCE**

Annexe n° 1.

TRIMESTRES	CHAMBRE DE COMPENSATION DES BANQUIERS DE PARIS				Dépôts de clientèle	Prix de gros	
	Effets présentés (moyenne mensuelle)	MOUVEMENTS ÉLIMINÉS		Effets présentés (moyenne mensuelle rectifiée)			
		Membres ne participant plus à la compensation à partir de 1940	Sous- participants				
1	2	3	4	5	6		
1938. . . . .	I	31.269	2.819	28.450	80	100	
	II	38.295	3.161	35.134			
	III	28.781	2.614	26.167			
	IV	31.851	3.235	28.616			
1939. . . . .	I	33.799	2.769	31.030	90	105	
	II	28.616	2.590	26.026			
	III	22.398	2.590	19.878			
	IV	17.131	2.682	14.449			
1940. . . . .	I	19.786	Membres n'ayant pas participé à la compensation avant 1940		130	139	
	II	16.996					
	III	6.936					
	IV	11.446					
1941. . . . .	I	16.383	3.087	13.346	161	171	
	II	19.089	4.290	14.799			
	III	23.038	4.738	18.300			
	IV	27.107	5.069	22.038			
1942. . . . .	I	30.154	6.147	24.007	164	177	
	II	33.696	6.315	27.381	167	184	
	III	35.286	6.765	28.521	170,5	190	
	IV	36.576	7.621	28.955	176,3	214	
1943. . . . .	I	37.827	8.214	29.613	176,6	223	
	II	39.741	8.646	31.095	182,6	237	
	III	38.939	8.439	30.500	190,6	234	
	IV	42.698	9.438	33.265	196,9	255	
1944. . . . .	I	45.546	9.655	35.891	206,7	262	
	II	40.016	8.645	31.371	218,2	286	
	III	29.607	5.882	23.725	227,4	269	
	IV	39.528	7.541	31.987	227,1	274	
1945. . . . .	I	41.477	8.085	33.392	230,1	284	
	II	56.160	10.898	45.267	295,0	356	
	III	62.684	12.843	49.841	346,5	462	
	IV	79.006	16.611	62.395	359,2	456	
1946. . . . .	I	107.054	23.476	83.578	396,2	533	
	II	127.369	28.008	99.361	434,2	595	
	III	140.105	31.791	108.314	460,5	665	
	IV	174.145	39.559	134.585	491,2	822	
1947. . . . .	I	190.954	46.398	144.556	527,8	808	
	II	185.754	44.924	140.830	555,1	896	
	III	255.758	61.740	194.018	579,5	996	
	IV	279.016	68.058	210.958	604,7	1.135	
1948. . . . .	I	349.236	91.152	258.084	671,1	1.512	
	II	449.416	117.820	330.146	763,6	1.633	
	III	487.059	126.919	14.287	345.853	845,3	1.767
	IV	608.977	166.493	22.392	420.092	948,5	1.946
1949. . . . .	I	682.962	182.946	33.847	466.169	970,0	1.905

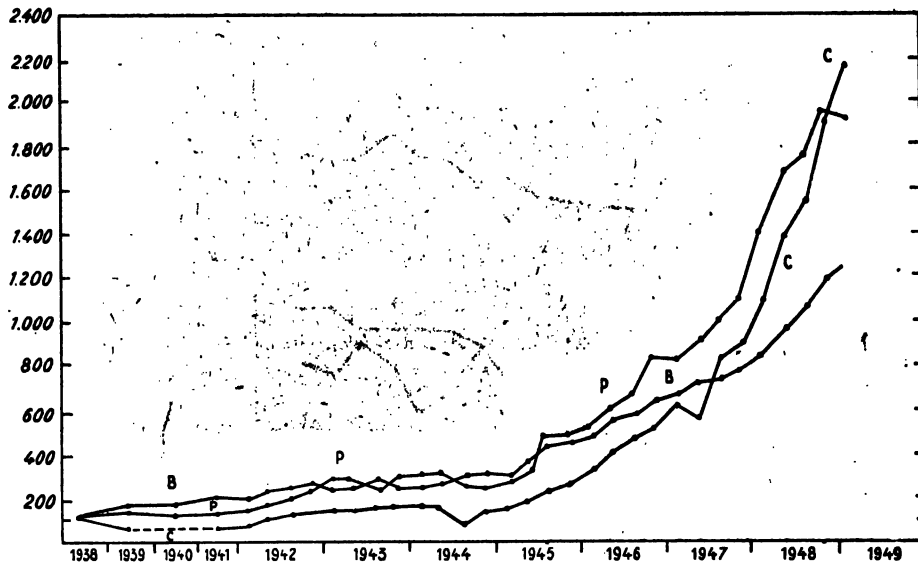
FRANCE

Annexe n° 2.



FRANCE

Annexe n° 3.

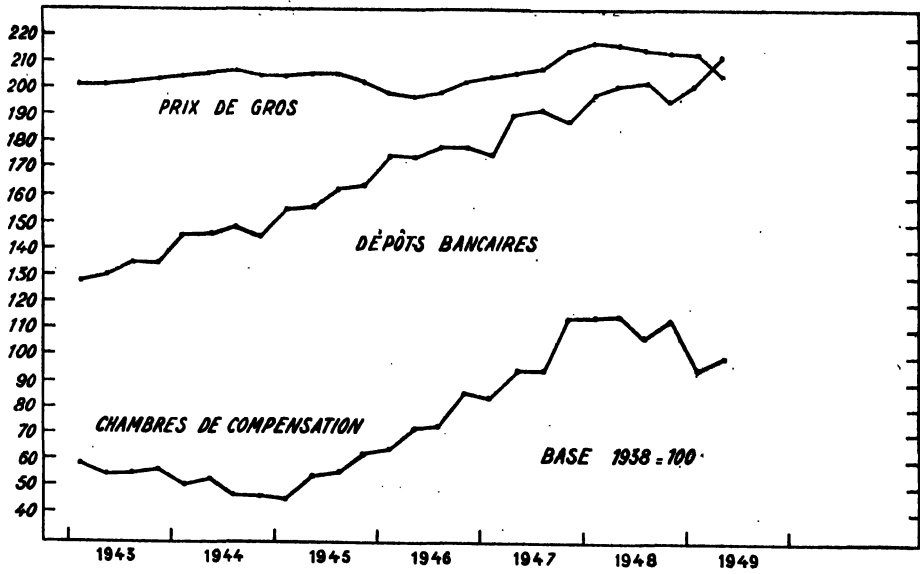


LÉGENDE

- B = Dépôts de la clientèle dans les Banques relevant de la Commission de Contrôle.
- C = Mouvement de la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris.
- P = Prix de gros. 1938 = 100.

SUISSE

Annexe n° 4.



LONDRES

Annexe n° 5.

